

## COMPTE-RENDU



### CONSEIL MUNICIPAL DU MERCREDI 19 JANVIER 2022 à 18 h 00

|  |               |               |              |
|--|---------------|---------------|--------------|
| Nombre de conseillers en exercice : 27 | Présents : 17 | Pouvoirs : 10 | Votants : 27 |
|--|---------------|---------------|--------------|

L'an deux mille vingt-deux et le mercredi dix-neuf janvier (19/01/2022) à dix-huit heures (18h00), le conseil municipal de la commune du CANNET des Maures, dûment convoqué le mercredi douze janvier (12/01), s'est réuni dans la salle municipale du Recoux afin d'assurer les conditions sanitaires en vigueur, sous la présidence de Jean-Luc LONGOUR, Maire.

| ADJOINTS PRESENTS    |            |              |              |             |            |            |
|----------------------|------------|--------------|--------------|-------------|------------|------------|
| A. DEL PIA           | V. VESCOVI | R. SPINOSA   | C. BOTRINI   | P. GAUBERT  |            |            |
| CONSEILLERS PRESENTS |            |              |              |             |            |            |
| C. DUDON             | G. DEBOVE  | P. RAFFAELLI | C. RAFFAELLI | D. BERTRAND | J. MORETTI | JP. GROSSO |
| JP. VINCENT          | R. BAILE   | A. HERIN     | P. CANEPE    |             |            |            |

| ABSENTS (pouvoirs) |   |
|--------------------|---|
|                    | C. MORETTI donne pouvoir à P. GAUBERT<br>S. BLAYAC donne pouvoir à A. DEL PIA<br>P. MARTOS donne pouvoir à JP. VINCENT<br>S. MARCO donne pouvoir à V. VESCOVI<br>C. BOUCLY donne pouvoir à C. RAFFAELLI<br>B. VARENNE donne pouvoir à C. BOTRINI<br>N. TITEUX donne pouvoir à P. CANEPE<br>J. DEGOUVE donne pouvoir à P. RAFFAELLI<br>L. HAMANDA donne pouvoir à C. DUDON<br>R. FOUQUET donne pouvoir à D. BERTRAND |

| AUTRES PARTICIPANTS   |
|---|
| M. ARANCIBIA – Directeur Général des Services                     |
| K. MASSA – Assistante Directeur Général des Services              |
| E. GARCIA – directeur du pôle finances & développement économique |

Monsieur le Maire ouvre la séance du conseil municipal de ce mercredi dix-neuf janvier (19/01) à 18h20. Il récupère la feuille de signatures des présences et précise que ceux qui ne sont pas cités ci-dessous sont présents. Il procède à la lecture des pouvoirs des absents:

- C. MORETTI donne pouvoir à P. GAUBERT
- S. BLAYAC donne pouvoir à A. DEL PIA
- P. MARTOS donne pouvoir à JP. VINCENT
- S. MARCO donne pouvoir à V. VESCOVI
- C. BOUCLY donne pouvoir à C. RAFFAELLI
- B. VARENNE donne pouvoir à C. BOTRINI
- N. TITEUX donne pouvoir à P. CANEPE
- J. DEGOUVE donne pouvoir à P. RAFFAELLI
- L. HAMANDA donne pouvoir à C. DUDON
- R. FOUQUET donne pouvoir à D. BERTRAND

Le quorum est atteint.

Monsieur le Maire demande aux élus présents s'ils ont bien reçu la convocation, l'ordre du jour, la note de synthèse et les annexes dans les délais impartis. L'assemblée acquiesce.

Il est proposé que Monsieur Alain HERIN, conseiller municipal, soit désigné secrétaire de séance.  
Monsieur le Maire demande si quelqu'un s'y oppose. Pas d'opposition.

### Point de situation Covid

|  | 08/12/2020                | 16/02/2021 | 06/04/2021    | 30/06/2021 | 17/08/2021 | 27/10/2021    | 24,11,2021 | 14/12/2021   | 05/01/2022   | 12/01/2022 | 19/01/2022 |
|--|---------------------------|------------|---------------|------------|------------|---------------|------------|--------------|--------------|------------|------------|
| Cas confirmés France                       | 2 295 908                 | 3 489 129  | 4 841 308     | 5 772 844  |            | 7 228 331     | 7 517 669  | 8 318 995    | 10 317 819   | 12 322 734 | 14 222 100 |
| Décès                                      | 56352 dont<br>38739 à l'H | 82 812     | 97 273        | 111 086    |            | 118 452       | 119 424    | 121 368      | 124 212      | 125 783    | 127 033    |
| Nombre de reproduction                     | 0,58                      | 0,97       | 1,18          | 0,54       |            | 1,14          | 1,59       | 1,42         | 1,61         | 1,44       | 1,29       |
| Taux d incidence<br>pour 100 000 habitants | 108                       | 280/189    | 455 V / 405 F | 18,5       | 587        | 54,8 F/53,4 V | 190,8      | 503          | 1 698,70     | 2 790      | 3 063      |
| Taux d occupation réa                      | 89                        | 88         | 86            | 25         |            | 21 F/37 PACA  | 29 / 34    | 54 F/78 PACA | 72 F/113 P   | 78 F/120 P | 77F/103P   |
| Taux de positivité                         | 8,4                       | 6,8        | 8,1           | 0,8        | 4,9        | 1,7           | 5          | 6,6          | 16,8 F/9,6 V | 19,8       | 24         |
| Cas de contamination en 24h                | 3411                      | 19 590     | 25 715        | 2 314      |            | 6 603         | 30 454     | 52 733       | 271 686      | 368 149    | 464 769    |
| patients admis en réa en 24h               | 3078                      | 3338       | 5626          | 1250       |            | 1049          | 1455       | 2 752        | 3 665        | 3 969      | 3 881      |

Depuis le 04/01/2021, début de la campagne de vaccination  
Personnes vaccinées en France (77,6%) car population de plus de 5 ans depuis le 9 Janvier, Actuellement le 5ème pays le + touché après les Etats-Unis (61), Inde (36), Brésil (22), Royaume-Uni (14) devant la Russie (10)  
Depuis le samedi 27 nov. 3ème dose pour tous, soit dès 18 ans 5 mois après la 2ème dose avec 2 Vaccins soit PFIZER 1 dose de 0,5 ml contenant 30 Microgrammes d'ARN Messenger soit Moderna pour les + de 30 ans (risque faible de Myocardite) avec seulement 1/2 dose car contient 50 Microgrammes d'ARN Messenger car 1 dose 100 Microgrammes à compter du 15 janvier le certificat ne sera plus actif pour le public de 18/64 ans ( le 15 décembre pour les + de 65 ans)  
Le MOLNUPIRAVIR arrive en France en janvier, sera réservé aux pers. à risque donc + 65 ans et ceux affectés par des maladies chroniques ( Traitement qui fonctionne sur tous les variants car ne vise pas la protéine Spike à l'origine de la mutation)  
Vaccin COVAC 1 en phase de test qui vise à induire en une seule injection une immunité durable produite par les Lymphocytes T ce qui est un enjeu important pour les pers. chez qui la réponse immunitaire liée aux anticorps fonctionne mal. Arrive en France en Février  
Le 30/11 : 1er cas de contamination avec le Variant OMICRON en France (le 14/12 : 133 cas), le 19 janvier OMICRON à 96 %  
Fermeture totale des frontières du Japon, Israël et Maroc  
Mais Variant ou pas, la stratégie pour combattre le virus : pass sanitaire, gestes barrière, aération, distanciation sociale, masque et 3ème dose  
Il ne faut pas attendre de savoir si le vaccin fonctionne sur OMIRON car nous sommes dans la 5ème vague de DELTA  
La pillule anti covid de Pfizer PAXLOVID sera produite en France dès cet été, elle réduit de 89 % le risque d'hospitalisation  
Arrivée du vaccin Nuvaxovid de Novavax en France en février : 2 doses espacées de 3 semaines pour une efficacité de 90 %  
L'autriche rend obligatoire la vaccination dès février pour les adultes  
Avec Omicron le pic de charge virale se situe entre le 3ème et le 6 ème jour après l'apparition des symptômes, par contre 10 jours après aucun cas contagieux

## \_\_ORDRE DU JOUR\_\_

Monsieur le Maire propose à l'assemblée d'approuver le compte-rendu de la séance du 24 novembre 2021, à laquelle 20 élus étaient présents munis de 07 pouvoirs pour les absents excusés.

Les élus porteurs d'un pouvoir à la séance précédente se prononcent en leur nom propre et pour leur mandant : - 26 - Mesdames S. BLAYAC, N. TITEUX, C. BOUCLY et Messieurs P. MARTOS, J. DEGOUVE, R. FOUQUET présents à la séance du 24/11 sont absents ce soir mais donnent leur pouvoir pour l'approbation du compte rendu.

Monsieur le Maire demande s'il y a des remarques ou des questions par rapport à ce compte rendu.  
Pas de remarque, pas de question.  
Il est procédé au vote.

Le compte rendu est approuvé à l'unanimité des présents à la séance du 24 novembre 2021.

## 1. POLE FINANCES & DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

### 1.1. Ouverture des crédits d'investissement avant vote du budget primitif 2022 – budget principal

Monsieur E. GARCIA, directeur du pôle des finances & développement économique expose le projet de délibération.

Il indique que conformément à l'article L.1612-1 du Code général des collectivités territoriales, l'exécutif de la collectivité territoriale peut, jusqu'à l'adoption du budget : engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette. Ainsi, les crédits ouverts au budget 2021 (dépenses réelles) se sont établies à 2 033 746,45 € hors crédits afférents au remboursement de la dette et hors restes à réaliser. Le conseil municipal peut donc autoriser le maire à engager, liquider et mandater dans la limite de 508 436,61 €.

Ces autorisations doivent faire l'objet d'une inscription en priorité lors de l'adoption du budget primitif 2022 qui devrait intervenir courant février 2022.

L'autorisation d'ouvertures de crédits porte sur des travaux de mis en sécurité pour un montant total de 85 400 € tel que détaillé ci-après :

|   |                 |
|---|-----------------|
| Renforcement mur de soutènement + reprise voirie chemin du Cros de Rosse (Chapitre 21 - article 2151) | 50 000 €        |
| Abattage d'arbres post incendie (Chapitre 21 – article 2128)  | 35 400 €        |
| <b>Total :</b>  | <b>85 400 €</b> |

Monsieur le Maire demande s'il y a des questions. Ni question, ni observation.  
Il est procédé au vote.

✓ **Délibération adoptée à l'unanimité**

### 1.2. Débat d'Orientation Budgétaire 2022 (DOB)

Monsieur E. GARCIA, directeur du pôle des finances & développement économique fait lecture du projet de délibération et du rapport portant sur les orientations budgétaires.

Conformément à l'article L2312-1 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), le D.O.B. doit faire l'objet d'un rapport qui doit comporter les orientations budgétaires envisagées en matière de dépenses et recettes de fonctionnement et d'investissement et les principales évolutions relatives aux relations financières entre la collectivité et le groupement dont elle est membre.

Par ailleurs, l'article 107 de la loi NOTRe a modifié pour les communes de plus de 3 500 habitants, les articles L. 2312-1, L. 3312-1 L. 5211-36 et L.5622-3 du Code général des collectivités territoriales relatifs au débat d'orientation budgétaire, en complétant les dispositions relatives à la forme et au contenu du débat.

Ce rapport doit également fournir des informations sur la structure et la gestion de l'encours de dette contractée et les perspectives pour le projet de budget. Il doit permettre d'évaluer l'évolution prévisionnelle du niveau d'épargne brute, d'épargne nette et de l'endettement (structure et gestion) à la fin de l'exercice auquel se rapportent le projet de budget et, le cas échéant, les engagements pluriannuels envisagés.

Il est ainsi pris acte du débat d'orientation budgétaire par une délibération spécifique de l'assemblée délibérante. Celle-ci doit faire l'objet d'un vote de l'assemblée délibérante dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget. La délibération et le rapport sont transmis au représentant de l'Etat et sont publiés. Pour rappel, le DOB porte sur le budget principal de la collectivité et sur ses budgets annexes.

Monsieur E. GARCIA débute le débat en évoquant la conjoncture économique de 2021 et la loi de finances 2022. Il indique que 2021 marque une embellie de l'économie française, européenne et mondiale ; à confirmer en 2022 : 6% de croissance en 2021, 4% en 2022.

#### Une croissance portée par plusieurs facteurs :

- Plans de relance et mesures de soutien au niveau national et européen ;
- Dépenses d'équipement fortes des entreprises en 2022 (12 % du PIB) ;
- Consommation des ménages 4 % du PIB en 2021, 6% attendue en 2022.

Conséquence : Le taux de chômage est en baisse en 2021 (7.8 % de la population active en 2021)

#### Point négatifs :

- le déficit du commerce extérieur (8.1 % du PIB en 2021) ;
- La dette publique 115.3 % du PIB en 2021.

#### Incertitudes qui vont peser sur la croissance en 2022 :

- Evolution de la pandémie de COVID ;
- Prix des matières premières ;
- Tensions sur les approvisionnements ;
- Remontée de l'inflation (2.4 % en 2021 en France) ;
- Utilisation de la sur-épargne par les ménages (170 mds en France) ;

#### Loi de finances 2022 :

Stabilité des dotations de l'Etat au niveau national par rapport à 2021 mais la commune du Cannet des Maures devrait voir sa dotation globale de fonctionnement être à nouveau ponctionnée en 2022.

### **A. LE BUDGET PRINCIPAL**

#### **a. La section de fonctionnement**

##### **1. Les charges de fonctionnement**

Les charges de fonctionnement provisoires se sont élevées à 5 271 449.99 € en 2021.

Les charges de personnel se montent à 3 536 956 € pour l'année 2021. Pour appréhender au mieux ce poste des charges de personnel, il convient de tenir compte des remboursements des frais de personnel dont le montant s'élève à 503 738 €. Le montant des charges du personnel est alors ramené à 3 033 218 €. Les charges de personnel représentent traditionnellement le poste le plus élevé pour les communes. Ce poste est stable par rapport à 2020 en dépit du glissement vieillesse-technicité qui implique une évolution à la hausse automatique. Le ratio des charges de personnel s'explique, par la qualité et l'étendue des services rendus aux Cannétois et par la gestion directe des services municipaux par le

personnel communal. Au-delà, l'évolution de ce poste de dépenses est à rapprocher du niveau et de la dynamique des recettes fiscales (4 183 962€ en 2021, + 4.44 % par rapport à 2020).

Les atténuations et remboursements des frais de personnel en 2021 sont ci-après détaillés :

|  |                     |
|--|---------------------|
| - Budgets annexes de l'eau et de l'assainissement (service public industriel et commercial): | 240 000.00 €        |
| - Budget du Centre Communal d'Action Sociale   | 100 000.00 €        |
| - SAE Source d'Entraigues  | 4 450.90 €          |
| - Commune des Mayons (convention ADS)  | 4 612.66 €          |
| - Commune du Thoronet (Convention médiathèque)   | 3 725.00 €          |
| - Remboursements maladie, etc.   | 77 983.23 €         |
| - Taxe de séjour affectée à la rémunération du personnel                                     | 25 000.00 €         |
| - Remboursement contrats aidés   | 45 322.92 €         |
| Communauté de communes service accueil loisirs maternels                                     | 2 643.56 €          |
| <b>Total :</b>   | <b>503 738.27 €</b> |

Les charges à caractère général représentent 1 039 206 €, soit le deuxième poste principal. Les charges de gestion courante (participations, subventions versées par la commune, indemnités des élus, etc.) se sont élevées en 2021 à 408 595 € euros. Les dépenses sont quasi stables par rapport à 2020 dénotant un effort constant pour maîtriser ces dépenses. Parmi les autres postes de dépenses, nous notons les dotations aux amortissements des immobilisations pour 245 139 €.

## 2. Les recettes de fonctionnement

Les recettes de fonctionnement en 2021 se sont élevées à 6 015 472.54 euros.

Avec 4 183 962 € en 2021, les impôts et taxes représentent le poste principal des recettes. Le second poste concerne les dotations et participations allouées à la commune. Celles-ci totalisent 725 510 €. Parmi les dotations, la dotation globale de fonctionnement, versée par l'Etat, est ponctionnée à nouveau en 2021 pour 21 000 €. De 2013 à 2021, le manque à gagner cumulé de la DGF s'établit à 3 377 697 €. Ces baisses de DGF n'ont pas été compensées par une hausse des taux des impôts locaux qui aurait pu être décidée par la commune.

Au total, les ressources de fonctionnement courantes qui totalisent 5 661 000 € (hors produits financiers, produits exceptionnels, amortissements et travaux en régie) sont en hausse de 3,61 %. Cette hausse s'explique principalement par la hausse de la fiscalité à 4.44 %.

### Evolution de la fiscalité locale de 2008 à 2021 au Cannet des Maures

Il faut souligner le dynamisme des bases d'imposition de 2008 à 2021. Les bases du foncier bâti ont augmenté de 54.92 %. Toutefois en 2021, il faut noter que les bases d'imposition liées à la taxe d'habitation sont passées de 7 457 à 917 milliers d'euros suite à la réforme fiscale de suppression de la taxe d'habitation pour les résidences principales. La commune ne perçoit plus que la taxe d'habitation sur les résidences secondaires. Rappelons que cette suppression de la taxe d'habitation est compensée par le transfert de la fiscalité départementale en matière de foncier bâti plus une dotation de compensation pour la commune du Cannet des Maures. Avec la réforme, les bases d'imposition liées à la taxe d'habitation ne représentent plus que 12.4 % sur l'ensemble des bases.

Rappelons également que la baisse des bases d'imposition du foncier bâti de 2020 (6 594 K€) à 2021 (6 344 K€) figurant sur le tableau ci-dessous fait suite à la décision du gouvernement de réduire de moitié les bases d'imposition des établissements industriels. L'Etat compense ce manque à gagner par le versement à la commune d'allocations compensatrices.

(En milliers d'euros)

| Bases fiscales                      | 2008   | 2009   | 2010   | 2011   | 2012   | 2013   | 2014   | 2015   | 2017   | 2018   | 2019   | 2020   | 2021  |
|-------------------------------------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|-------|
| Taxe d'habitation                   | 5 609  | 5 870  | 6 104  | 6 246  | 6 626  | 6 808  | 6 999  | 6 967  | 7 030  | 6 840  | 7 329  | 7 457  | 917   |
| Foncier bâti                        | 4 095  | 4 262  | 4 399  | 4 589  | 4 777  | 5 195  | 5 114  | 5 605  | 5 792  | 6 088  | 6 467  | 6 594  | 6 344 |
| Foncier non bâti                    | 126    | 127    | 127    | 128    | 128    | 133    | 133    | 135    | 132    | 133    | 135    | 1 371  | 138   |
| Sous-total 1                        | 9 830  | 10 259 | 10 629 | 10 962 | 11 531 | 12 136 | 12 245 | 12 707 | 12 954 | 13 061 | 13 931 | 15 422 | 7 399 |
| Taxe professionnelle                | 5 686  | 5 992  | 8 094  | 0      | 0      | 0      | 0      | 0      | 0      | 0      | 0      | 0      | 0     |
| Cotisation Foncière des entreprises |        |        | 0      | 1 582  | 1 852  | 2 107  | 1 789  | 1 839  | 2 425  | 2 448  | 2 636  | 2 716  | 2 246 |
| Sous-total 2                        | 5 686  | 5 992  | 8 094  | 1 582  | 1 852  | 2 107  | 1 789  | 1 839  | 2 425  | 2 448  | 2 636  | 2 716  | 2 246 |
| Total bases                         | 15 515 | 16 251 | 18 723 | 12 544 | 13 383 | 14 242 | 14 035 | 14 546 | 15 379 | 15 509 | 16 567 | 18 138 | 9 645 |

Concernant l'impôt économique, l'évolution de l'assiette de la cotisation foncière des entreprises (CFE) reste très dynamique depuis 2011, année de sa création en remplacement de la taxe professionnelle (+41.97 % de 2011 à 2021). Il faut là encore préciser que les bases de 2020 à 2021 sont passées de 2 716 K€ à 2 246 K € du fait de la décision gouvernementale de réduire de moitié les bases de cotisation foncières des entreprises pour les établissements industriels. Cette réduction fait également l'objet de compensations financières par l'Etat.

Il convient de rappeler que la fiscalité économique, dont la CFE et la cotisation sur la valeur ajoutée (CVAE), est encaissée par la communauté de communes Coeur du Var. Toutefois, le produit (hors dynamique) de la fiscalité économique « 2014 » est reversé aux communes via les attributions de compensation. La dynamique du tissu économique au Cannet des Maures a permis de contribuer au budget de la communauté de communes Coeur du Var pour 2 112 938 € depuis 2015, année de mise en place de la fiscalité professionnelle unique.

S'agissant de l'autonomie fiscale de la commune, celle-ci ne conserve un pouvoir sur les taux que pour la taxe d'habitation sur les résidences secondaires et pour les taxes foncières. En 2021, au sein des bases, la taxe d'habitation et les taxes sur le foncier représentent respectivement 12.39 % et 87.61 % tel qu'indiqué dans le graphique ci-dessous :

A l'instar des bases d'imposition, le produit de la fiscalité locale est très dynamique avec + 64.94 % de hausse entre 2008 et 2021, soit + 4.63% d'augmentation en moyenne annuelle. Le produit sur la période tel qu'il est indiqué dans le tableau ci-dessous passe de 2 406 236 € en 2008 à 3 968 971 € en 2021.

L'ensemble des produits des impôts locaux et des dotations compensatrices de 2008 à 2021 figure dans le tableau ci-après :

| Produits                  | 2008 | 2009 | 2010 | 2011  | 2012  | 2013  | 2015  | 2016  | 2018  | 2019  | 2020  | 2021 |
|---------------------------|------|------|------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|------|
| Produit Taxe d'habitation | 561  | 593  | 623  | 1 049 | 1 124 | 1 155 | 1 182 | 1 179 | 1 161 | 1 244 | 1 265 | 156  |
| Versement correcteur TH   |      |      |      |       |       |       |       |       |       |       |       | 226  |

|  |              |              |              |              |              |              |              |              |              |              |              |              |
|--|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Produit Foncier bâti   | 622          | 654          | 681          | 711          | 747          | 813          | 877          | 887          | 1 018        | 1 082        | 1 102        | 2 147        |
| Produit Foncier non bâti   | 96           | 98           | 98           | 104          | 105          | 109          | 111          | 112          | 109          | 111          | 113          | 113          |
| Produit Taxe professionnelle   | 965          | 1 028        |              |              |              |              |              |              |              |              |              |              |
| Rôles supplémentaires (régularisations fiscales taxes foncières et CFE)    |              |              |              |              |              |              | 594          |              |              |              |              |              |
| Compensation pertes de bases d'imposition de la cotisation économique      |              |              |              |              |              |              | 104          | 78           | 0            |              |              |              |
| Produit compensation relais dont cotisation foncière des entreprises       | -            | -            | 1 390        |              |              |              |              |              |              |              |              |              |
| Dotations de compensation de la taxe professionnelle (part salaire)        | 161          | 162          | 163          | 129          | 129          | 127          |              |              |              |              |              |              |
| Cotisation foncière des entreprises  |              |              |              | 401          | 474          | 540          |              |              |              |              |              |              |
| Taxe additionnelle foncier non bâti  |              |              |              | 13           | 13           | 14           |              |              |              |              |              |              |
| Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE)                    |              |              |              | 267          | 289          | 349          |              |              |              |              |              |              |
| Installations de production d'électricité (IFER)                           |              |              |              | 37           | 43           | 45           |              |              |              |              |              |              |
| Taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM)                                |              |              |              | 54           | 53           | 51           |              |              |              |              |              |              |
| Attribution de compensation  |              |              |              |              |              |              | 1 214        | 1 214        | 1 275        | 1 093        | 1 043        | 1 043        |
| Dotations de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP) |              |              |              | 116          | 116          | 100          | 100          | 100          | 100          | 97           | 95           | 95           |
| Garantie individuelle de ressources (GIR)                                  |              |              |              | 202          | 202          | 190          | 190          | 190          | 190          | 190          | 190          | 190          |
| <b>Total produit</b>   | <b>2 406</b> | <b>2 535</b> | <b>2 955</b> | <b>3 084</b> | <b>3 296</b> | <b>3 492</b> | <b>4 371</b> | <b>3 760</b> | <b>3 853</b> | <b>3 816</b> | <b>3 808</b> | <b>3 969</b> |

Le produit de la taxe d'habitation représente 4.16 % des impôts locaux et dotations compensatrices. Celui des taxes foncières est de 60.36 %. Les dotations compensatrices de l'Etat et les attributions de la Communauté de communes Coeur du Var représentent 35.48 %.

Le tableau ci-dessous fait apparaître l'évolution des taux depuis 2007 :

| Taux                   | 2007   | 2008   | 2009   | 2010   | 2011 <sup>(1)</sup>        | 2012 à 2016 | 2017 à 2020 | 2021                  |
|------------------------|--------|--------|--------|--------|----------------------------|-------------|-------------|-----------------------|
| Taux Taxe d'habitation | 9,73%  | 10,01% | 10,11% | 10,20% | 16.80% (soit 10.20+ 6.60%) | 16.97 %     | 16,97%      | 16,97% <sup>(2)</sup> |
| Taux Foncier bâti      | 14,77% | 15,20% | 15,35% | 15,49% | 15.49%                     | 15,64%      | 16,72%      | 33,99% <sup>(3)</sup> |

|                             |        |        |        |        |                               |        |        |        |
|-----------------------------|--------|--------|--------|--------|-------------------------------|--------|--------|--------|
| Taux Foncier non bâti       | 73,93% | 76,08% | 76,84% | 77,53% | 81.29% (soit 77.53 % + 3.76%) | 82,10% | 82,10% | 82,10% |
| Taux Taxe professionnelle   | 16,50% | 16,98% | 17,15% | -      | -                             | -      | -      | -      |
| Taux de cotisation foncière | -      | -      | -      | 25.37% | 25.37%                        | 25,62% | 30,07% | 30,95% |

(1) Ajustement taux imposé par l'Etat des taux en 2011 suite à la suppression de la taxe professionnelle et des transferts d'impôts entre collectivités publiques.

(2) Taux de 16.97 % de la taxe d'habitation qui ne s'applique que pour les résidences secondaires.

(3) Le taux du foncier bâti passe de 16.72 % à 33.99 % en raison du transfert du taux départemental qui compense en partie la perte de la taxe d'habitation sur les résidences principales.

### 3. Le résultat de fonctionnement 2021 provisoire

L'excédent brut de fonctionnement 2021 ressort à + 676 000 € (Ressources de fonctionnement courantes – dépenses de fonctionnement courantes).

L'exercice 2021 dégage un excédent de fonctionnement provisoire de + 744 022,55 €, dit Capacité d'Autofinancement Brute (CAF), après prise en compte des résultats financiers et exceptionnels. L'excédent 2021 sera affecté en recettes d'investissement en 2021 pour 584 022.55 € et pour 160 000 € en section de fonctionnement.

#### b. La section d'investissement

##### 1. Les dépenses d'investissement

En 2021, les dépenses d'investissement provisoires du budget principal se sont élevées à 1 680 191.98 €. Le total des dépenses d'équipement s'établit à 1 388 194.83 €. Le remboursement du capital de la dette est de 114 499.61 € en 2021.

##### 2. Les recettes d'investissement

Les recettes d'investissement provisoires pour le budget principal se sont élevées à 3 725 388.94 € en 2021.

Les recettes principales portent sur la reprise de l'excédent d'investissement 2020 (48.57 % du total soit 1 809 333.44 €), la reprise de l'excédent de fonctionnement capitalisé 2020 pour 930 828.40 € (24.99 %), le produit des taxes d'aménagement pour 91 390.56 € (2.45 %), le Fonds de récupération de la TVA pour 244 848 € (6.57 %), l'amortissement des immobilisations pour 245 139.29 € (6.58 %) et les subventions d'investissement allouées à la commune pour 368 950.85 € (9.90 %).

##### 3. Le résultat d'investissement provisoire 2021

Le résultat d'investissement provisoire 2021 est un excédent qui s'établit à 2 045 196.96 € et sera repris en recettes d'investissement au budget 2022.

En tenant compte des restes à réaliser d'investissement en dépenses et recettes, soit respectivement 3 049 516.67 € et 1 444 569.33 €, le résultat d'investissement est de + 440 249.62 €.

##### 4. Le résultat global provisoire 2021

Au total, le résultat cumulé des sections de fonctionnement et d'investissement, de

+ 744 022,55 € et de + 2 045 196.96 €, ressortirait à + 2 789 219.51 €. En tenant compte des restes à réaliser, le résultat global s'établirait à + 1 184 272.17 €.

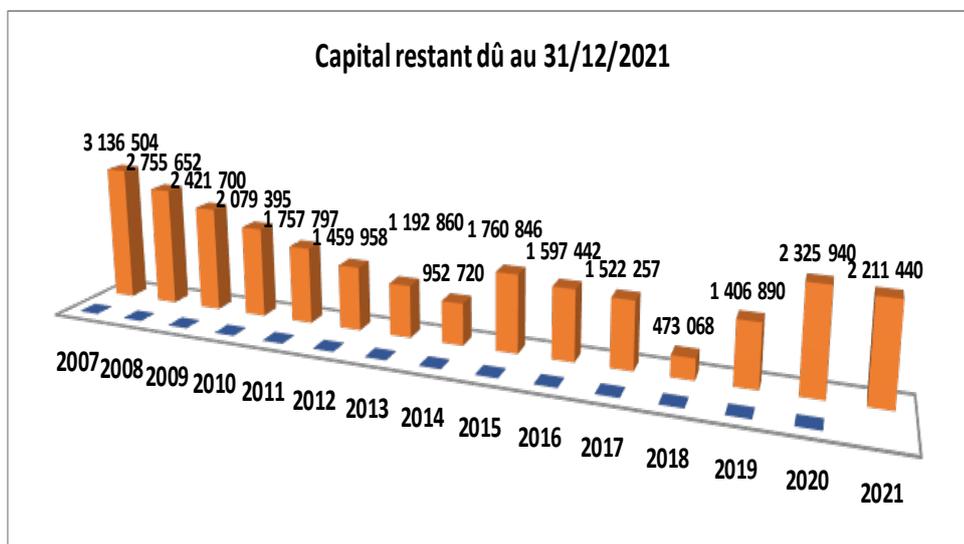
5. L'état de la dette.

Comme l'indique le tableau ci-dessous, l'endettement, en euros par habitant est passé de 845 € au 31/12/2007 à 509 € au 31/12/2021.

|  | 2007    | 2008    | 2009    | 2010    | 2011    | 2012    | 2013    | 2014    | 2015    | 2016    | 2017    | 2018      | 2019   | 2020    | 2021    | Evolution 2007-2021 |
|--|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|-----------|--------|---------|---------|---------------------|
| Pop. INSEE (hab)                             | 3 714   | 3 714   | 3 964   | 3 995   | 4 036   | 4 094   | 4 128   | 4 182   | 4 241   | 4 401   | 4 433   | 4 417     | 4 389  | 4 359   | 4 341   |                     |
| Capital euros                                | 386 737 | 379 668 | 333 952 | 342 200 | 318 203 | 297 739 | 272 704 | 232 752 | 191 874 | 163 616 | 75 185  | 1 049 188 | 66 179 | 80 950  | 114 500 | -70,39%             |
| Intérêts euros                               | 123 961 | 110 043 | 85 720  | 83 343  | 75 824  | 52 893  | 47 380  | 36 339  | 42 390  | 39 703  | 34 563  | 20 307    | 22 677 | 29 152  | 35 821  | -71,10%             |
| Annuité euros                                | 510 698 | 489 710 | 419 672 | 425 543 | 394 027 | 350 632 | 320 084 | 269 092 | 234 264 | 203 320 | 109 748 | 1 069 495 | 88 856 | 110 102 | 150 321 | -70,57%             |
| Annuité/hab. euros                           | 138     | 132     | 106     | 107     | 98      | 86      | 78      | 64      | 55      | 46      | 25      | 242       | 20     | 25      | 35      | -74,82%             |
| Capital restant dû au 31/12 milliers d'euros | 3 137   | 2 756   | 2 422   | 2 079   | 1 758   | 1 460   | 1 193   | 953     | 1 761   | 1 597   | 1 522   | 473       | 1 407  | 2 326   | 2 211   | -29,49%             |
| Encours dette/hab euros                      | 845     | 742     | 611     | 520     | 436     | 357     | 289     | 228     | 415     | 363     | 343     | 107       | 321    | 534     | 509     | -39,73%             |
| Moyenne strate euros                         | 884     | 909     | 851     | 895     | 915     | 930     | 1 040   | 1 056   | 788     | 769     | 770     | 762       | 773    | 728     |         |                     |
| Ecart Le Cannet/moyenne strate euros         | -39     | -167    | -240    | -375    | -479    | -573    | -751    | -828    | -373    | -406    | -427    | -655      | -452   | -194    |         |                     |

On note au niveau du tableau ci-dessus et du graphique, ci-après, que l'endettement est en diminution depuis 2007. L'encours de la dette a baissé de 29.49 % et l'encours par habitant de 39.73 %.

A titre de comparaison, au 31/12/2020, l'encours moyen de la dette par habitant pour les communes de même strate était de 728 € contre 534 € pour le Cannet des Maures.



Le

tableau ci-après porte sur l'amortissement du capital restant dû au 01/01/2020 jusqu'en 2035.



Le capital restant dû ci-dessus, est exprimé par référence au 1er janvier de chaque année.

## **B. Les budgets annexes**

### **a) Le budget annexe de l'eau potable**

Les recettes et les dépenses d'exploitation 2021 provisoires sont respectivement de 1 285 289.01 € et 854 896.29 €. Il en résulte un excédent d'exploitation de 430 392.72 €.

En section d'investissement, les recettes et dépenses 2021 provisoires s'établissent à 360 771.67 € et 209 518.07 €. Il en ressort un excédent de 151 253.60 €. En tenant compte des restes à réaliser en dépenses d'un montant de 299 684.78 €, le résultat de la section dégage un déficit de 148 431.18 €.

Sections d'exploitation et d'investissement cumulées, il en résulte un excédent global de 581 646.32 €. En tenant compte des restes à réaliser de 2021, l'excédent ressortirait à 281 961.54 €.

### **b) Le budget annexe de l'assainissement**

Les recettes et les dépenses d'exploitation provisoires 2021 sont respectivement de 643 800.57 € et 569 775.67 €. Il en résulte un excédent de fonctionnement de 74 024.90 €.

En section d'investissement, les recettes et dépenses 2021 provisoires sont de 211 222.93 € et 163 676.22 €. Il en ressort un excédent de 47 546.71 €. En tenant compte des restes à réaliser en dépenses pour 94 964 €, le résultat de la section d'investissement dégage un déficit de 47 417.29 €.

Sections d'exploitation et d'investissement cumulées, il en résulte un excédent de 121 571.61 €. En tenant compte des restes à réaliser de 2021, il ressort un excédent de 26 607.61 €.

## **IV – LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2022**

### **A. LE BUDGET PRINCIPAL**

#### **1. La section de fonctionnement**

##### **a) Les dépenses**

Les dépenses de fonctionnement en 2022 devraient s'établir à 5 945 873.80 €, en hausse de 0.84 %. Cette hausse de 0.84 % des dépenses courantes s'avère modérée et traduit la volonté de contenir leur évolution, en dépit de la hausse de l'inflation en 2021 (plus de 2 % attendus) tirée par la hausse du prix des matières premières (électricité, gaz, carburants, farine, beurre, lait, etc) et de la nécessité de faire face à de nouvelles dépenses (notamment dépenses de fonctionnement induites par la création de nouveaux équipements et infrastructures). Dans ce contexte, la commune s'attachera à maintenir le niveau et la qualité des services publics en s'efforçant d'améliorer l'efficacité de la dépense publique.

Enfin la dotation aux amortissements et le virement prévisionnel à la section d'investissement (Autofinancement) s'établirait à 715 809.09€.

##### **b) Les recettes**

Les recettes de fonctionnement 2022 atteindraient également le montant de 5 945 873.80 €.

Comme indiqué ci-avant, parmi les recettes de fonctionnement nouvelles 2022, 160 000 € proviennent de l'affectation du résultat de fonctionnement 2021. Cette recette va permettre d'alimenter l'autofinancement dédié au financement des dépenses d'équipement 2022.

La municipalité n'augmentera pas les taux des impôts locaux.

## 2. La section d'investissement

### a. Les dépenses

Les dépenses d'investissement 2022 devraient s'élever à 2 717 166.80 € en 2022 hors restes à réaliser. Au titre de ces dépenses, les dépenses financières s'établiraient à 639 956.80 € ; celles-ci portent notamment sur le remboursement du capital de la dette pour 118 000 € et sur la réalisation d'opérations d'ordre pour 521 956.80 € dont 370 000 € d'intégration d'études en immobilisations définitives, 150 000 € prévus de travaux en régie et 1 956.80 € pour l'amortissement des subventions d'équipement. Parmi les dépenses d'investissement, les dépenses d'équipement nouvelles s'élèveraient à 2 077 210 €.

Le détail des dépenses d'équipement nouvelles 2022 sont ci-après détaillées :

| Opérations 2022  | montants 2022 |
|--|---------------|
| Etudes urbanisme   | 8 000,00      |
| Etude faisabilité nouveau cimetière vert - étude paysagère<br>Restauration et valorisation cimetière Vieux-Cannet et chapelle Saint Jean   | 85 000,00     |
| Connaissance, préservation et valorisation patrimoine naturel : atlas biodiversité, mise à jour patrimoine arboré, inventaire naturaliste (PLU);<br>Etudes mobilités douces;<br>Etude mise en place stratégie restauration scolaire durable : circuit court, diagnostic agricole | 60 000,00     |
| Travaux et équipements écoles : Informatisation; installation alarmes intrusion attentats, détecteurs Co2<br>pose films occultants, mobilier; cuisine centrale : pose cumulus, remplacement portes, équipements électro-ménagers   | 78 700,00     |
| Mise en place systèmes de visioconférence et sonorisation en salle du conseil municipal; achat de matériels audiovisuels; réalisation film des vœux; constitution archives municipales vidéo   | 32 000,00     |
| Sécurité informatique : achat antivirus; onduleur; site internet   | 38 000,00     |
| Informatisation numérisation du service droit des sols   | 10 000,00     |
| Achat matériels et logiciels pour les services municipaux  | 23 700,00     |
| Acquisitions terrains  | 49 000,00     |
| Tennis : rénovation de 2 courts;<br>Eclairage stade;<br>Programme renouvellement jeux d'enfants : nouvelle structure de jeu F. Mistral   | 139 000,00    |
| Abattage d'arbres post incendie  | 35 400,00     |
| Jardins familiaux : débroussailllements, dessouchage et labours; forage et réservoir ; équipement divers + réseaux d'eaux; clôture   | 80 000,00     |
| Mairie : réfection générale de la toiture  | 60 000,00     |
| Travaux construction bâtiment multi-usages « Les Terrasses de la Gare »  | 125 000,00    |
| Etude sur le diagnostic sanitaire de l'église du Vieux-Cannet  | 45 000,00     |
| Divers bâtiments communaux : mesures et contrôles obligatoires; renouvellement des équipements techniques, pompes à chaleur (médiathèque et CTM), volets maison de la fraternité, rénovation local professionnel...  | 69 500,00     |
| Fourniture matériaux pour travaux en régie   | 30 000,00     |
| Voirie : diagnostics, travaux : impasse Meren, chemin du Bouillidou (Guizori-château), chemin des Thermes, chemin du Cros de Rosse et divers   | 369 710,00    |
| Maîtrise d'œuvre projet Agora  | 50 000,00     |
| Opération "Petites Villes de demain" : aménagements urbains  | 184 000,00    |
| Mobiliers urbains : panneaux de signalisation et d'information liés à la voirie, aux réseaux et à l'environnement  | 35 500,00     |

|   |                     |
|---|---------------------|
| Vidéo protection - tranche 1 - remise en fonctionnement installation      | 85 000,00           |
| Travaux réseaux éclairage public et électricité (extension réseau Enedis) | 35 000,00           |
| Travaux liés au schéma directeur d'eau pluviale Pardiguière - tranche 1   | 100 000,00          |
| Abris vélos   | 35 000,00           |
| Matériels : outillages; motifs illuminations, divers                      | 21 000,00           |
| Marketing territorial   | 184 500,00          |
| Mobilier bâtiments communaux  | 9 200,00            |
| <b>TOTAL :</b>  | <b>2 077 210,00</b> |

Les restes à réaliser 2022 en dépenses d'équipement s'établissent à 3 049 516.67 €. En tenant compte des restes à réaliser le total des dépenses d'investissement s'établiraient au budget 2022 à 5 766 683.47 €.

Récapitulatif dépenses d'investissement 2022 :

|  |                       |
|--|-----------------------|
| Reports 2021 :   | 3 049 516.67 €        |
| Dépenses financières 2022 (Remboursement emprunt, travaux régie, etc.) | 639 956.80 €          |
| Dépenses d'équipement nouvelles 2022                                   | 2 077 210.00 €        |
| <b>Total :</b>   | <b>5 766 683.47 €</b> |

**b. Les recettes**

Pour financer les dépenses, les recettes nouvelles d'investissement 2022 totaliseraient 4 322 114.14 € dont le détail figure dans le tableau ci-après :

| Objet  | Montants            |
|--|---------------------|
| Amortissements et virement de la section de fonctionnement   | 715 807.29          |
| Fonds de compensation de la TVA  | 122 000.00          |
| Taxes d'aménagement  | 99 283.91           |
| Excédent de fonctionnement capitalisé 2021   | 584 022.55          |
| Subventions d'investissement   | 236 859.54          |
| Reprise excédent d'investissement 2021   | 2 045 196.96        |
| Intégration études en immobilisations définitives  | 370 000.00          |
| Reprise écritures 2021 travaux de construction « Les Terrasses de la Gare » pour assujettissement à la TVA | 148 943.89          |
| <b>TOTAL :</b>   | <b>4 322 114.14</b> |

Les restes à réaliser 2021 en recettes d'investissement sont de 1 444 569.33 €. En tenant compte des restes à réaliser le total des recettes d'investissement s'établiraient au budget 2022 à 5 766 683.47 €.

Récapitulatif recettes d'investissement 2022:

|  |                       |
|--|-----------------------|
| Reports 2021 :                           | 1 444 569.33 €        |
| Recettes d'investissement nouvelles 2022 | 4 322 114.14 €        |
| <b>Total :</b>                           | <b>5 766 683.47 €</b> |

## B. LE BUDGET ANNEXE DE L'EAU POTABLE

Le budget annexe de l'eau potable en 2022 devrait s'équilibrer à 1 149 222.56 € en section de fonctionnement et à 737 446.88 € en investissement (reports 2021 compris).

Les dépenses d'investissement nouvelles devraient s'élever en 2022 à 437 762.10 € H.T. telles qu'elles apparaissent dans le tableau ci-après :

| Opérations  | Montants          |
|---|-------------------|
| Amortissement subventions d'équipement  | 22 200.56         |
| Etude actualisation du Schéma Directeur de l'Alimentation en Eau Potable  | 70 000.00         |
| Travaux Schéma Directeur de l'Alimentation en Eau Potable (mise à jour de la télésurveillance et des débitmètres, installation de 3 nouveaux débitmètres) | 55 000.00         |
| Matériels informatiques   | 3 600.00          |
| Matériels d'exploitations   | 30 000.00         |
| Travaux d'extension ou de réhabilitation de réseau : Impasse de la Gerfroise, Vieux plantier, chemin du Château   | 120 000.00        |
| Travaux divers pour réparations ponctuelles sur les réseaux (fuites, casses...)   | 30 000.00         |
| Travaux suite actualisation de Schéma Directeur de l'Alimentation en Eau Potable  | 106 961.54        |
| <b>Total :</b>  | <b>437 762.10</b> |

Les dépenses d'équipement reportées 2021 s'élèvent à 299 684.78 € H.T.

Pour financer ces dépenses, les recettes d'investissement s'établissent à 737 446.88 € telles que précisées ci-dessous :

|  |                     |
|--|---------------------|
| - Reprise excédent d'investissement 2021 :     | 151 253.60 €        |
| - Virement de la section de fonctionnement :   | 220 848.22 €        |
| - Excédent de fonctionnement 2021 capitalisé : | 230 392.72 €        |
| - Amortissement des immobilisations :          | 134 952.34 €        |
| <b>Total</b>                                   | <b>737 446.88 €</b> |

## C. LE BUDGET ANNEXE DE L'ASSAINISSEMENT

Le budget annexe de l'assainissement en 2022 devrait s'équilibrer à 576 164.11 € en section de fonctionnement et à 1 271 856.47 € en investissement (reports 2021 compris).

Les principales dépenses d'investissement nouvelles devraient s'élever en 2022 à environ 1 176 892.47 € TTC telles qu'elles apparaissent dans le tableau ci-après :

| Opérations                                 | Montants  |
|--|-----------|
| Amortissement subventions d'équipement     | 41 564.11 |
| Remboursement capital dette 2022           | 89 000.00 |
| Etude schéma Directeur de l'assainissement | 78 000.00 |

|  |                     |
|--|---------------------|
| Travaux d'actualisation du Schéma Directeur d'Assainissement (Curages, inspections vidéo...) | 24 000.00           |
| Programme de renouvellement des équipements de la STEP                                       | 100 000.00          |
| Matériels d'exploitation   | 30 000.00 €         |
| Hydrocurage des réseaux  | 10 000.00           |
| Extension et rénovation des réseaux : RdN7, Les Latty, Rue du Bosquet, Chemin du Château     | 190 000.00          |
| Travaux divers pour réparations ponctuelles sur les réseaux                                  | 10 000.00           |
| Programme pluriannuel de travaux de réfection et d'extension du réseau                       | 604 328.36          |
| <b>Total :</b>   | <b>1 176 892.47</b> |

Les dépenses d'équipement reportées 2021 s'élèvent à 94 964 € TTC.

Pour financer ces dépenses, les **recettes d'investissement** 2022 s'établissent à **1 271 856.47 €** telles que précisées ci-dessous :

|  |                       |
|--|-----------------------|
| - Fonds de compensation de la TVA            | 5 000.00 €            |
| - Reprise excédent d'investissement 2021     | 47 546.71 €           |
| - Excédent de fonctionnement 2021 capitalisé | 74 024.90 €           |
| - Amortissement des immobilisations          | 145 284.86 €          |
| - Emprunt d'équilibre                        | 1 000 000.00 €        |
| <b>Total</b>                                 | <b>1 271 892.47 €</b> |

Monsieur le Maire demande s'il y a des questions. Ni question, ni observation.

Il est demandé à l'assemblée de prendre acte de la tenue du Débat d'Orientation Budgétaire pour l'année 2022.

✓ *Le conseil municipal prend acte du Débat d'Orientation Budgétaire 2022*

## 2. POLE ENFANCE & JEUNESSE

### 2.1. *Convention Territoriale Globale*

Monsieur M. ARANCIBIA, directeur général des services expose le projet de délibération.

La Convention territoriale globale est une convention-cadre politique et stratégique qui permet d'élaborer et de mettre en œuvre un projet social de territoire partagé :

- sur les champs d'interventions communs : accès aux droits et inclusion numérique, petite enfance, parentalité, enfance, jeunesse, animation de la vie sociale, logement et habitat
- adapté aux enjeux du territoire et à la diversité des besoins sociaux des habitants (information, accessibilité aux services, prise en compte des besoins spécifiques des familles...)
- pour une impulsion nouvelle du partenariat en faveur du développement global des territoires : vers l'action publique sociale de demain...
- constituant un levier pour déployer la politique et les priorités stratégiques de la Caf de la Drôme au plus près des besoins des familles

La CTG remplace le Contrat Enfance Jeunesse précédemment signé par la ville avec la CAF. Ce contrat permettait à la ville d'obtenir un financement en 2019 de l'ordre de 101 000 euros pour des dépenses évaluées à 270 000 euros.

Aujourd'hui, avec ce nouveau dispositif, la CAF tente d'avoir une vision plus large de son territoire de référence et d'action avec un bassin de vie intercommunal et cela de manière à offrir une offre plus équilibrée en fonction des besoins de chaque territoire avec le principe de mutualisation à l'esprit.

Ainsi, l'objectif de la Caf et des partenaires est de co-piloter et structurer les politiques familiales et sociales territoriales avec les collectivités territoriales et tous les acteurs locaux sur chaque champ d'intervention, dans une logique de développement de l'offre et d'investissement social.

La convention présente une plus-value pour la commune, à savoir :

- la mise en cohérence et la structuration des politiques territoriales ;
- le partage des enjeux du territoire ;
- l'ancrage sur les besoins des habitants ;
- le développement des synergies ;
- l'optimisation des moyens ;
- un levier pour mettre en place de nouvelles actions dans une logique d'investissement social.

La convention Territoriale Globale et le schéma départemental des services aux familles présente l'opportunité de partager et de décliner des objectifs en les adaptant aux besoins locaux.

Ces objectifs sont structurés autour de **3 fils conducteurs** communs aux 5 thématiques d'interventions du Schéma (petite enfance, parentalité, enfance, jeunesse, animation de la vie sociale) :

- La prise en compte des réalités des familles d'aujourd'hui ;
- la promotion de l'égalité des chances et l'investissement social ;
- l'inscription des familles dans leur environnement pour un développement durable.

Monsieur le Maire demande s'il y a des questions ou des observations. Ni question, ni observation.  
Il est procédé au vote.

✓ *Délibération adoptée à l'unanimité*

## AFFAIRES & QUESTIONS DIVERSES

La séance est levée à 19 h 50